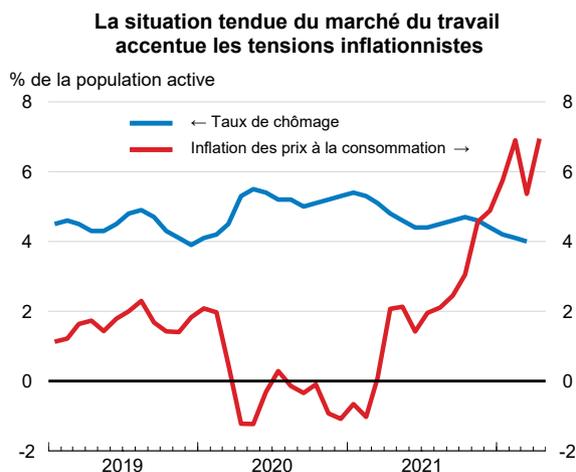
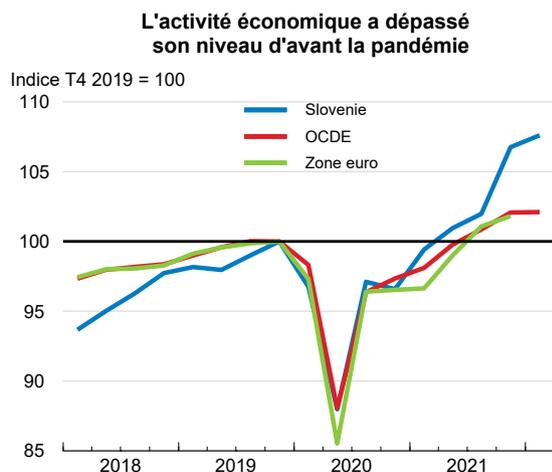


# Slovénie

La croissance du PIB devrait ralentir pour s'établir à 4.6 % en 2022 et à 2.5 % en 2023, en partie à cause de l'impact négatif de la guerre en Ukraine. La demande intérieure sera le principal moteur de la croissance. Selon les prévisions, le marché du travail restera tendu, les taux très hauts de l'emploi et très bas du chômage continuant d'exercer des tensions sur les salaires. Conjuguée à des prix des carburants et de l'alimentation élevés et en hausse, cette évolution entraînera une augmentation de l'inflation globale. Le risque est grand de voir une plus forte progression des salaires se traduire par une nouvelle hausse des anticipations d'inflation et entraîner une spirale salaires-prix.

En 2022, la politique budgétaire devrait se resserrer modérément. Des aides temporaires et des mesures fiscales visent à atténuer les effets de la hausse des prix de l'électricité pour les ménages les plus touchés. Les aides supplémentaires aux ménages devraient être financées en réduisant les dépenses, l'orientation actuelle de la politique budgétaire risquant de prolonger les tensions inflationnistes. Qui plus est, faire que le système fiscal soit plus propice à la croissance en réduisant davantage les prélèvements sur le travail, en stimulant la consommation et en augmentant la fiscalité immobilière devrait permettre de remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de rehausser la croissance potentielle.

## Slovénie



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°111 ; base de données de l'OCDE sur la population active ; base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/dvgfsk>

## Slovénie : Demande, production et prix

Slovénie	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	45.9	3.3	-4.2	8.1	4.6	2.5
Consommation privée	23.9	4.8	-6.6	11.6	10.5	2.1
Consommation publique	8.4	2.0	4.2	3.9	2.2	1.1
Formation brute de capital fixe	8.8	5.5	-8.2	12.3	11.8	4.3
Demande intérieure finale	41.1	4.4	-4.7	10.0	9.0	2.4
Variation des stocks <sup>1</sup>	0.9	-0.9	0.1	0.8	0.0	0.0
Demande intérieure totale	42.0	3.3	-4.6	10.8	7.0	2.4
Exportations de biens et services	38.9	4.5	-8.7	13.2	5.4	3.4
Importations de biens et services	35.0	4.7	-9.6	17.4	10.5	3.3
Exportations nettes <sup>1</sup>	3.9	0.3	-0.1	-1.6	-3.7	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.2	1.2	2.6	5.4	6.0
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.7	-0.3	2.0	7.6	6.0
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	—	1.9	0.8	0.9	6.4	5.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.4	5.0	4.8	3.9	3.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	6.5	16.3	11.0	5.2	7.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.4	-7.8	-5.2	-3.7	-3.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	86.6	109.7	94.6	93.0	92.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup> (% du PIB)	—	65.6	79.8	74.7	73.5	73.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	6.0	7.4	3.3	-1.5	-1.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors alimentation, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/28riz0>

## La reprise se heurte à des difficultés

Avant que la guerre en Ukraine n'éclate, l'économie avait connu une reprise vigoureuse, l'activité économique ayant dépassé son niveau d'avant la pandémie à la mi-2021. La reprise économique avait bénéficié de la vigueur de la consommation privée, ce qui s'explique par les mesures de soutien budgétaire en faveur des ménages, notamment les primes salariales versées aux agents du secteur public du fait de la pandémie et les dispositifs publics de chômage partiel et de licenciement temporaire. Le chômage a retrouvé des taux comparables à ceux d'avant la pandémie et le taux d'emploi a atteint un plus haut historique au début de 2022. L'inflation globale grimpe cependant depuis la mi-2021 et a enregistré son plus haut niveau depuis 20 ans, en s'établissant à 8.7 % en mai 2022. En plus de facteurs internationaux comme les perturbations de l'offre et la crise énergétique, les tensions intérieures sur les prix s'accroissent fortement depuis la mi-2021. En conséquence, l'inflation s'est généralisée, l'inflation sous-jacente ayant atteint 5.3 % en avril. La guerre en Ukraine a aggravé ces tensions inflationnistes en faisant grimper les prix de l'alimentation et de l'énergie. Toutefois, la production industrielle et les ventes au détail ont continué de progresser en glissement mensuel en mars. Les hausses des prix des carburants ont été freinées par une diminution temporaire des droits d'accise pour le carburant, le fioul domestique et le gaz, par la suspension des frais de réseau à partir de février et par la mise en place d'un plafonnement temporaire des prix des carburants à compter de la mi-mars.

La guerre en Ukraine est une source majeure d'incertitude. Les échanges directs avec la Russie et l'Ukraine sont réduits, même si près de la totalité des importations de gaz et 13 % des importations de pétrole et de produits pétroliers, soit 18 % de la consommation totale d'énergie, proviennent de Russie. La hausse des prix de l'énergie et les perturbations des chaînes d'approvisionnement pèsent déjà sur la confiance des consommateurs et des entreprises. Pour garantir les livraisons de gaz en cas d'embargo sur le gaz russe, le gouvernement est en contact avec d'autres fournisseurs étrangers et prend les dispositions nécessaires pour assurer un approvisionnement en GNL en provenance d'autres pays. La guerre en Ukraine a également entraîné l'arrivée d'environ 18 000 réfugiés ukrainiens sur le sol slovène, d'après les chiffres du début de mai 2022.

### **La politique budgétaire est expansionniste**

L'orientation budgétaire a continué d'être expansionniste au début de 2022, ce qui s'explique par des prestations de retraite revues à la hausse du fait de leur indexation et de taux de remplacement plus élevés. S'ajoutent à cela des transferts publics temporaires, notamment les subventions ciblées en faveur des ménages et des entreprises, destinées à atténuer les effets de la hausse des prix de l'énergie. Ces mesures devraient concourir à un déficit budgétaire de 3.7 % du PIB en 2022, ce qui impliquera un effort d'assainissement budgétaire d'environ ½ pour cent du PIB. Des fonds supplémentaires provenant de la Facilité pour la reprise et la résilience de l'UE financeront des investissements dans le cadre des transformations verte et numérique, ce qui portera le volume total des fonds reçus de l'UE à 2.2 % par an en moyenne sur la période 2021-26. L'orientation budgétaire aggrave les tensions sur la demande à un moment où les conditions monétaires sont très accommodantes en Slovaquie.

### **La croissance sera tirée par la demande intérieure**

La croissance du PIB devrait ralentir, en partie en raison de l'impact négatif de la guerre en Ukraine. Le conflit ne fera qu'ajouter à une inflation déjà élevée, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation, ce qui pèsera sur la consommation privée et l'investissement. Toutefois, l'activité économique continuera de progresser, l'écart de production devant se résorber en 2022. La croissance économique sera principalement stimulée par la demande privée. La consommation privée bénéficiera de revenus réels en hausse à cause de la situation tendue du marché du travail. L'investissement continuera de croître, porté par les entrées de fonds de l'UE. Selon les prévisions, le marché du travail restera en tension, les taux très hauts de l'emploi et très bas du chômage continuant d'exercer une tension sur les salaires. Conjuguée à des prix des carburants et de l'alimentation élevés et en hausse, cette évolution entraînera une augmentation de l'inflation globale et sous-jacente en 2022 et 2023. L'un des risques à la baisse par rapport aux prévisions est d'observer une croissance des salaires plus forte que prévu, ce qui, conjointement à la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie, pourrait se traduire par des anticipations d'inflation à la hausse. L'embargo sur les livraisons de gaz russe est un autre risque non négligeable. À l'inverse, une mobilisation plus rapide du volant de main-d'œuvre sous-utilisée, comme en témoigne le taux d'activité peu élevé des personnes de plus de 60 ans, et l'augmentation de l'immigration pourraient permettre de relâcher les tensions sur les salaires.

### **La politique budgétaire doit atténuer les tensions sur la demande**

Un rythme d'assainissement budgétaire plus rapide est nécessaire pour réduire les tensions sur la demande. Les aides supplémentaires aux ménages les plus touchés par la crise énergétique devraient être financées en réduisant les dépenses publiques dans d'autres domaines. Il conviendrait de conjuguer ces efforts à des réformes structurelles destinées à stimuler la croissance potentielle et à préparer les finances publiques à faire face aux enjeux budgétaires que soulève le vieillissement de la population. Le gouvernement devrait notamment adopter une réforme fiscale propice à la croissance, qui passerait par la baisse des prélèvements sur le travail, celle-ci étant financée par une hausse de la consommation et de la fiscalité de la propriété immobilière ainsi que par des mesures encourageant le report de la retraite et la prolongation de la vie active.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Slovénie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f6670ce3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.